



Extrait du site Laïcité Aujourd'hui

<http://laicite-aujourd'hui.fr/?Pauvre-Victor-billet-d-humeur>

Pauvre Victor !... (billet d'humeur)

- INITIATIVES -

Date de mise en ligne : vendredi 20 avril 2012

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Pauvre Victor !...

Hugo, bien sûr,

dont la voix tonnait contre le projet de loi Falloux.

Parce que « **instruire c'est construire** », il voulait « un grandiose enseignement public donné et réglé par l'état ».

Lui-même croyant, s'adressant au parti clérical, Hugo déclarait « **Je me défie de ce que vous construisez (...)
C'est une pensée d'asservissement qui prend les allures de la liberté** ».

Il semble bien loin le temps où les hommes de progrès s'enflammaient pour "une magnifique instruction publique gratuite et obligatoire". La mode est au libéralisme, on a confié aux « marchés » le droit de dicter les lois, et nos gouvernants glorifient « la concurrence libre et non faussée ».

Favoriser la privatisation de l'école est partie intégrante de cette démarche libérale.

L'enseignement public est en danger, crucifié par les choix de la droite au pouvoir : école maternelle en sursis, suppression massive de postes, privatisation des aides scolaires, pédagogie sacrifiée par la "machine à trier", mise en concurrence des établissements, etc...

Comme si les mauvais coups portés contre le service public ne suffisaient pas, force est de constater que nombre d'élus « de gauche » sont les plus acharnés à faire passer l'idée qu'il n'y a plus de différence entre enseignement public ou privé, que tout ça procède de « l'intérêt général », qu'on n'est plus dans la concurrence, mais dans la « complémentarité », que ceux qui ne le croient pas sont des passéistes nostalgiques de « la guerre »...

Face à cette litanie, nombre d'enseignants et parents d'élèves de l'enseignement public semblent aujourd'hui comme anesthésiés !... Et parfois pire -disons-le franchement- s'en font complices.

Ainsi se multiplient les fêtes de Noël et kermesses en commun, les projets locaux consensuels, les initiatives de charité (dites humanitaires), etc...

On s'est même entendu dire que « tous les enfants se valent », qu'il nous faut « les aimer tous » ! (si, si... vous avez bien lu). Des gens « de gauche » qui ne savent même plus que l'école de la République a justement été créée pour ça.

Je suis consterné devant cette sorte d'incompétence ingénue teintée d'atavisme réactionnaire.

Pauvre Victor !

A l'ambition d'**Egalité** - fruit de la raison et principe constitutionnel - s'est insidieusement substituée la notion d'**Equité**, sorte de jugement moral relevant d'une justice naturelle.

Ainsi peut-on justifier les traitements de faveur qui parent l'enseignement catholique d'une aura universaliste, très en phase avec le consensus mou dont il serait de bon ton aujourd'hui d'engluer les rapports sociaux.

Deux exemples de la récente actualité motivent ma présente réaction :



une rubrique Plabennec du Télégramme pour un affichage du soutien de la municipalité à l'enseignement privé (mesures déjà prises dans beaucoup d'autres communes d'ailleurs).

- ▶ une déclaration de V. Peillon, responsable éducation du candidat Hollande : « Je les vois comme je vois tout le monde, avec bienveillance et intérêt ». Il assure que les socialistes ne toucheront pas à la règle du 80/20 qui encadre la répartition des moyens budgétaires entre public et privé (ni à la loi Carle non plus !). Ainsi, sur les 60.000 postes promis par Hollande, il y aurait donc 48.000 pour le public et 12.000 seraient affectés au privé qui n'a perdu que 2.500 contrats sous la droite alors que le public perdait 77.500 emplois !

Dire cela, c'est ramer à contre-courant ? C'est sectaire ? C'est dépassé ?...

Je n'en suis pas sûr.

Nombre d'électeurs socialistes que je côtoie tous les jours sur le terrain des luttes contre les discriminations et pour l'éducation populaire se désespèrent de la faiblesse du débat d'idées et enragent de voir la laïcité abandonnée en pâture aux droites extrêmes.

Des militants chrétiens eux-mêmes - voir déclaration du Cedec - s'inquiètent de voir l'école française de plus en plus confrontée au risque du communautarisme.

Le journal La Croix du 12 janvier nous apprend que des chefs d'établissements scolaires musulmans souhaitent bénéficier des contrats d'associations. Ce qu'on accorde aux uns ne devra-t-il pas, en toute « équité », être accordé aux autres ?

Alors, en ces temps de crise - économique certes, mais **la crise éthique me semble aussi grave** - ne faut-il pas s'engager à réserver en priorité l'argent public aux écoles publiques ?

Certes l'enseignement privé - essentiellement catholique - existe. Nous sommes bien placés en Bretagne pour savoir qu'il pèse économiquement très lourd, mais aussi politiquement bien sûr, et gardons-nous de minimiser ses ramifications sociales, associatives, culturelles...

Est-ce une raison pour renoncer à un service public à la mesure des défis de notre époque ? Est-ce la raison du non-débat à l'élection présidentielle pour éviter qu'on s'interroge sur l'intérêt de financer des systèmes concurrents ? Et au-delà, l'objectif salubre d'unification laïque -tellement dévoyé après 81- est-il si inconvenant d'en reparler aujourd'hui ?

Certes les nombreuses dérives que j'ai citées précédemment ne facilitent pas les avancées dans ce sens. Et l'argument faisant obstacle de la charge financière masque mal la démission politique !

Mais pourtant, sans vergogne, on ne cesse de nous rebattre les oreilles avec l'idée qu'il n'y a plus de différence entre privé et public, qu'on y enseignerait de la même façon, que les gens ne choisissent plus l'école par conviction mais par commodité, que maintenant « c'est pareil ! »...etc.

Alors, pourquoi deux systèmes ?... Allez, on en parle ?... Chiche ?

Pourquoi est-ce la démarche inverse qui est privilégiée ?

Pourquoi les élus et responsables du courant socialiste s'inscrivent-ils dans cette démarche d' « accommodements raisonnables » (selon une formule en vogue) ?

Est-ce par pure stratégie, une sorte de calcul électoral ?

Est-ce que les concessions au libéralisme prévalent ici aussi ? La même complicité que celle qui les a conduits à renier le choix du peuple en 2005 pour imposer la loi dictée par l'Europe des financiers ?

Est-ce que les valeurs de notre République laïque, démocratique et sociale sont à ce point oubliées, galvaudées ? ...

... On espérait presque que ce soit la première raison ; je crois plutôt que c'est un mélange des trois.

Aujourd'hui, l'image que certains politiques veulent se donner passe avant les idées. Je ne crois pourtant pas que pour être moderne on doive renoncer à ses engagements.

« Pour construire un projet de société, n'ayons pas peur d'affirmer nos valeurs et dire que la liberté c'est l'émancipation. »(Henri Pena-Ruiz)

Dans cette période qui engage l'avenir de notre société, il me paraît sain que de simples citoyens interpellent les politiques, rappellent les valeurs fondatrices, l'histoire et l'ambition humaniste de notre peuple.

C'est modestement le sens de ce petit texte qui laisse parfois poindre la mauvaise humeur qui l'a motivé. J'ai conscience de n'avoir fait qu'effleurer une question qui mériterait un plus ample développement ... et un vrai débat public.

Y.D. 2012-03-31

[>](IMG/jpg/feuilles_rouges.jpg)

